

27-09-2005

t i -01- 2006

77.968 (co / 31801

Sous-commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Convention collective de travail du 20 décembre 2004 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par la Région wallonne, les Commissions Communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone.

CHAPITRE I - CADRE JURIDIQUE

Article 1er

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collective de travail et les commissions paritaires et en application de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand (Moniteur Belge du 28 août 2002).

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION ET DESCRIPTION DES NOMINATIONS

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors subventionnés par la Région wallonne, les Commissions Communautaire commune et française de la Région de Bruxelles Capitale et la Communauté germanophone.

Par « travailleurs », on entend aussi bien les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés.

Article 3

Par « parties », on entend les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs qui ont signé la présente convention collective de travail, et ceux qui seront liés par la force obligatoire de la présente convention collective de travail.

Article 4

Par « Fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG », on entend le fonds instauré sur base de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence (Moniteur belge du 7 février 1958) et auquel la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations est confiée.

CHAPITRE III PERCEPTION ET AFFECTATION DE LA REDUCTION DE COTISATION

Article 5

§ 1^{er}. Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et aux dispositions de la présente convention collective de travail, le secteur peut bénéficier d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales de sécurité sociale. Le produit total de la réduction de cotisation, visée à l'article 3 § 1^{er} de l'arrêté royal, est calculé comme suit : le nombre de travailleurs occupés au moins à mi-temps, multiplié par le montant de la réduction de cotisation fixé conformément à l'article 2 de l'arrêté royal, à savoir au moment de la conclusion de la présente convention collective de travail : 332€ par travailleur et par trimestre.

§ 2. Les parties conviennent de charger le fonds maribel social pour les aides familiales et les aides seniors de la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, de recevoir, contrôler, gérer et attribuer le produit total de la réduction de cotisation visée au présent article. L'attribution des moyens financiers, visée à l'alinéa précédent, se fait selon les modalités d'exécution décidées par le fonds maribel.

Article 6

§ 1^{er}. Le secteur s'engage à utiliser le produit de la réduction des cotisations pour l'accroissement de l'emploi régulier. Le secteur s'engage à créer une augmentation du volume de travail d'au moins le produit de la réduction de cotisation visée à l'article 5 de la présente convention collective de travail.

§ 2. L'augmentation du volume de travail par travailleur, attribué après 2002, conformément aux dispositions de l'arrêté royal, doit se faire par rapport au volume de travail moyen de 2002, en ce inclus le maintien de l'emploi maribel social déjà octroyé à ce moment.

§ 3. L'intervention du fonds maribel dans le coût salarial annuel de l'emploi supplémentaire est au maximum égale trimestriellement au montant fixé selon le plafond maximal par fonction, soit 7.883,01€ pour un membre du personnel d'encadrement administratif et social non subventionné, 6.030,51€ pour un travailleur de base sans aucune subvention, et 5.360,45€ pour un travailleur de base sans subvention de la Région wallonne.

Annuellement, le solde éventuel est attribué en fonction du coût salarial réel des travailleurs concernés tel que défini au § ci-dessous . Ce coût ne peut excéder 64.937,84€ par an et par volume de travail à temps plein supplémentaire. Si le coût salarial annuel devait excéder 64.937,84€ par an, l'intervention du fonds maribel serait plafonnée à 31.532€ par an

§ 4. Par coût salarial, on entend la rémunération brute du travailleur correspondant avec les échelles barémiques et les conditions salariales pour les fonctions exercées, majorées des cotisations patronales à la sécurité sociale, ainsi que tous les avantages et allocations dus en vertu des conventions

collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire auquel ressortit le travailleur, détaillées selon les Régions et Communauté en annexe de la présente convention.

L'intervention est limitée aux prestations rémunérées, effectives ou assimilées.

CHAPITRE IV : MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'EMPLOI SUPPLEMENTAIRE.

Article 7

Les emplois supplémentaires seront attribués conformément aux critères établis entre parties par conventions collectives de travail.

Article 8

Les fonctions qui entrent en ligne de compte pour l'engagement supplémentaire, rémunérées suivant les barèmes et conditions en vigueur, appartiennent aux catégories de fonctions fixées dans les conventions collectives de travail en vigueur concernant les conditions de rémunération.

Article 9

Dans un délai établi par le fonds maribel, à compter de la notification de l'attribution de l'emploi supplémentaire, les différents employeurs procéderont aux engagements requis et à l'accroissement du volume de travail total. Conformément à l'article 49 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, ne sont pas considérés comme emplois supplémentaires les travailleurs engagés à la suite d'une fusion ou d'une reprise de service ou à la suite d'une augmentation des montants attribués par le pouvoir subsidiant.

CHAPITRE V : GARANTIES EN MATIERE D'AFFECTATION DE LA REDUCTION DES COTISATIONS ONSS PATRONALES EN FAVEUR DE L'EMPLOI

Article 10

Chaque employeur, qui bénéficie de moyens financiers maribel social, transmettra une fois par an copie du procès-verbal de la réunion du conseil d'entreprise, ou du comité pour la prévention et la protection du travail ou encore de la délégation syndicale, et portant sur l'évaluation de l'emploi. Les employeurs s'engagent à fournir toutes les données relatives à l'emploi dans le cadre du maribel social demandées par le fonds maribel.

Article 11


Le rapport d'évaluation tel que prévu à l'article 10 de la présente convention collective de travail doit être transmis au plus tard à la date fixée par le fonds.

Article 12

Les fonds reçus indûment, soit parce les conditions d'octroi ne sont pas respectées, soit parce que les renseignements et/ou documents nécessaires ne peuvent être présentés, seront réclamés, ou les fonds à recevoir seront minorés d'autant.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS FINALES ET DUREE DE VALIDITE

Article 13

La présente convention collective de travail annule et remplace ^{Aut} la convention collective de travail du 30 ~~septembre~~ 2000, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, portant des mesures visant à visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par la Région wallonne, les Commissions Communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone, ~~ainsi que les conventions des 10 novembre 2002 et 16 décembre 2002.~~ 

Article 14

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 20 décembre 2004 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Annexe à la convention collective de travail du 20 décembre 2004 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par la Région wallonne, les Commissions Communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone.

Détail du coût salarial tel que mentionné dans l'article 6 § 4

Région wallonne

Pour l'application de l'article 12 de l'arrêté royal défini à l'article 1er, on entend par indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont dépend l'employeur, les indemnités et avantages suivants :

- la prime de fin d'année
- l'indemnité pour entretien des vêtements de travail
- les frais de déplacements
- les prestations de week-end et de jours fériés
- l'avantage social complémentaire
- le paiement du jour de carence

L'on entend par rémunération, la rémunération telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 16 septembre 2002 fixant les conditions de travail, de rémunération et d'indexation de la rémunération pour le personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne.

Bruxelles-Capitale

Pour l'application de l'article 12 de l'arrêté royal défini à l'article 1er, on entend par indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont dépend l'employeur, les indemnités et avantages suivants :

- la prime de fin d'année
- l'allocation de foyer-résidence
- les 4 jours de congé supplémentaires
- la dispense de prestations à partir de 45 ans
- les conditions de travail et de rémunérations
- l'indemnité pour entretien des vêtements de travail
- les frais de déplacements
- les prestations de week-end et de jours fériés
- l'avantage social complémentaire

L'on entend par rémunération, la rémunération telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 18 novembre 2002 remplaçant la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'harmonisation des barèmes, à la concordance des fonctions et à l'indexation dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale

Communauté germanophone

Pour l'application de l'article 12 de l'arrêté royal défini à l'article 1er, on entend par indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont dépend l'employeur, les indemnités et avantages suivants :

- la prime de fin d'année
- l'indemnité pour entretien des vêtements de travail
- les frais de déplacement
- les prestations de week-end et de jours fériés
- l'avantage social complémentaire
- le paiement du jour de carence
- L'interprétation de la grille d'ancienneté de carrière
- le jour de congé communautaire

L'on entend par rémunération, la rémunération telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 27 janvier 1998.

27 -09- 2005

11 -01- 2006

77.968 / 6 131801

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

NR.
N°

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 december 2004 betreffende de maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

HOOFDSTUK I - JURIDISCH KADER

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector (Belgisch Staatsblad van 28 augustus 2002).

HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGBIED EN OMSCHRIJVING VAN DE BENAMINGEN

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die gesubsidieerd worden door het Waalse Gewest, de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Onder "werknemers" wordt verstaan zowel het mannelijk als het vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 3

Onder « partijen » worden de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties verstaan die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend en zij die gebonden zullen zijn door de algemeen bindende kracht van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 4

Onder « Fonds sectoriel Maribel RW-RB-CG » wordt het fonds verstaan dat opgericht is op basis van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid (Belgisch Staatsblad van 7 februari 1958) en waaraan het beheer van de gezamenlijke opbrengst van de bijdragevermindering wordt toevertrouwd.

8

HOOFDSTUK III INNING EN BESTEMMING VAN DE BIJDRAGEVERMINDERING

Artikel 5

§ 1. Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan de sector genieten van een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid. De globale opbrengst van de bijdragevermindering, bedoeld in artikel 3 § 1 van het koninklijk besluit, wordt als volgt berekend: het aantal werknemers dat minstens halftijds is tewerkgesteld, vermenigvuldigd met het bedrag van de bijdragevermindering vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit, namelijk op het ogenblik van het sluiten van deze collectieve arbeidsovereenkomst: ~~32~~ € per werknemer en per kwartaal.

§ 2. Partijen komen overeen het Fonds Sociale Maribel voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap te belasten met het ontvangen, controleren, beheren en toewijzen van de integrale opbrengst van de in vorig artikel bedoelde bijdragevermindering.

Het toewijzen van de financiële middelen, bedoeld in het vorig lid, geschiedt volgens de uitvoeringsmodaliteiten beslist door de Raad van Beheer van het Maribelfonds.

Artikel 6

§ 1. De sector verbindt er zich toe de opbrengsten van de bijdragevermindering aan te wenden voor de aangroei van de reguliere tewerkstelling. De sector verbindt zich tot een toename van het arbeidsvolume van ten minste de opbrengst van de bijdragevermindering bepaald in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§ 2. De vermeerdering van het arbeidsvolume per werkgever, toegekend na 2002, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit, dient te gebeuren ten aanzien van het gemiddeld arbeidsvolume van 2002, inclusief het behoud van de op dat ogenblik reeds toegekende sociale maribel tewerkstelling.

§ 3. De tussenkomst van het Maribelfonds in de jaarloonkost van de bijkomend aangeworven tewerkstelling is per kwartaal ten hoogste gelijk aan het bedrag vastgesteld volgens het maximumplafond per functie, zijnde 7.883,01 € voor een niet gesubsidieerd lid van het administratief en sociaal kaderpersoneel, 6.030,51 € voor een basiswerknemer zonder enige subsidie en 5.360,45 € voor een basiswerknemer zonder subsidie van het Waals Gewest.

Het eventueel saldo wordt jaarlijks toegekend in functie van de reële loonkost van de betrokken werknemers zoals bepaald in het volgende lid. Deze kost kan echter 64.937,84 € per jaar en per bijkomend voltijds arbeidsvolume niet overschrijden. Indien de jaarloonkost 64.937,84 EUR per jaar zou overschrijden, wordt de tussenkomst van het Maribelfonds geplafonneerd tot 31.532 € per jaar.

§ 4. Onder loonkost wordt verstaan: het brutoloon van de werknemer overeenkomstig de sectorale baremieke loonschalen en de loonvoorwaarden voor de uitgeoefende functies, verhoogd met de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid, alsook alle vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werknemer ressorteert, gedetailleerd volgens de Gewesten en Gemeenschap als bijlage bij deze overeenkomst.

De tussenkomst is beperkt tot de bezoldigde, effectieve of ermee gelijkgestelde prestaties.

HOOFDSTUK IV : MODALITEITEN VAN TOEWIJZING VAN DE BIJKOMENDE TEWERKSTELLING.

Artikel 7

De bijkomende betrekking zullen worden toegekend overeenkomstig de criteria die door de sociale partners in collectieve arbeidsovereenkomsten zijn overeengekomen.

Artikel 8

De functies die in aanmerking komen voor de bijkomende aanwervingen, vergoed volgens de vigerende baremieke loonschalen en voorwaarden, behoren tot de functiecategorieën zoals bepaald in de geldende collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de loonvoorwaarden.

Artikel 9

De diverse werkgevers zullen, binnen de termijn vastgesteld door het Maribelfonds, te rekenen vanaf de betekening van de toekenning van de bijkomende tewerkstelling, overgaan tot de vereiste aanwervingen en de vermeerdering van het totaal arbeidsvolume.

Overeenkomstig artikel 49 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 worden niet beschouwd als bijkomende tewerkstelling, de werknemers aangeworven ten gevolge van een fusie of overname van een dienst en/of werknemers aangeworven in gevolge een verhoging van de bedragen toegekend door de subsidiërende overheid.

HOOFDSTUK V: WAARBORGEN MET BETREKKING TOT DE AANWENDING VAN DE R.S.Z.-BIJDRAGEVERMINDERING TEN VOORDELE VAN DE TEWERKSTELLING

Artikel 10

Elke werkgever die financiële middelen "sociale maribel" geniet, zal één keer per jaar een kopie bezorgen van de notulen van de vergadering van de ondernemingsraad, of van het comité voor bescherming en preventie op het werk, of nog van de vakbondsafvaardiging met betrekking tot de evaluatie van de tewerkstelling.

De werkgevers verbinden er zich toe alle gegevens in verband met de sociale maribel tewerkstelling, die door het Maribelfonds worden opgevraagd, te verstrekken.

Artikel 11

Het evaluatieverslag waarvan sprake in artikel 10 van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet ten laatste op de door het Maribelfonds gestelde datum worden bezorgd.

Artikel 12

Onrechtmatig ontvangen gelden waar geen tewerkstelling tegenover staat overeenkomstig de toekenning, of waarvoor niet de noodzakelijke inlichtingen en/of bewijsstukken voorgelegd worden, zullen teruggevorderd worden of in mindering gebracht van te ontvangen middelen.

HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALINGEN EN GELDIGHEIDSDUUR

Artikel 13

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft op en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 september 2000, gesloten in het paritair subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door het Waals Gewest, de Gemeenschappelijke en Franse Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, ~~evenals de overeenkomsten van 18 november 2002 en 16.1.2002~~.

Artikel 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 20 december 2004 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan opgezegd worden door elk van de ondertekenende partijen mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

②

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 december 2004 betreffende de maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Detail van de loonkost zoals vermeld in het artikel 6 § 4

Waals Gewest

Voor de toepassing van artikel 12 van het koninklijk besluit bepaald in artikel 1, wordt verstaan onder vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werknemer ressorteert, de volgende vergoedingen en voordelen:

- de eindejaarspremie
- de vergoeding voor onderhoud van de werkkleding
- de reiskosten
- de prestaties gedurende het weekend en op feestdagen
- het bijkomend sociaal voordeel
- de betaling van de carensdag

Onder loon wordt verstaan, het loon zoals gedefinieerd in de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 tot vaststelling van de voorwaarden inzake arbeid, loon en loonindexering voor het personeel van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door het Waalse Gewest.

Brussel-Hoofdstad

Voor de toepassing van artikel 12 van het koninklijk besluit bepaald in artikel 1, wordt verstaan onder vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werknemer ressorteert, de volgende vergoedingen en voordelen:

- de eindejaarspremie
- de haard- en standplaatsvergoeding
- de vier bijkomende vakantiedagen

- de vrijstelling van prestaties vanaf 45 jaar
- de loon- en arbeidsvoorwaarden
- de vergoeding voor onderhoud van de werkkleding
- de reiskosten
- de prestaties gedurende het weekend en op feestdagen
- het bijkomend sociaal voordeel

Onder loon wordt verstaan, het loon zoals gedefinieerd in de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 18 november 2002 tot vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 betreffende de harmonisatie van de barema's, de overeenstemming van de functies, en het koppelen van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door de Franse en gemeenschappelijke gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Duitstalige gemeenschap

Voor de toepassing van artikel 12 van het koninklijk besluit bepaald in artikel 1, wordt verstaan onder vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werknemer ressorteert, de volgende vergoedingen en voordelen:

- de eindejaarspremie
- de vergoeding voor onderhoud van de werkkleding
- de reiskosten
- de prestaties gedurende het weekend en op feestdagen
- het bijkomend sociaal voordeel
- de betaling van de carensdag
- de interpretatie van het anciënniteitsrooster
- de verlofdag voor het feest van de gemeenschap

Onder loon wordt verstaan, het loon zoals gedefinieerd in de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 27 januari 1998.